

# SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

## COMITE SYNDICAL DU 23 SEPTEMBRE 2020

Convocations adressées le : 14 septembre 2020  
Nombre de délégués titulaires présents : 11  
Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 3  
Nombre de pouvoirs attribués : 0  
Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 14  
Nombre de titulaires en exercice : 14

### **Titulaires présents :**

Frédéric AUGIS ; Christophe BOULANGER ; Emmanuel DENIS ;  
Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Christian GATARD ; Michel GILLOT ;  
Sébastien MARAIS ; Franck MAZET ; Brigitte PINEAU ; Laurent RAYMOND ;  
Wilfried SCHWARTZ

### **Suppléants à voix délibérative :**

Ludovic BOURDIN ; Corinne CHAILLEUX ; Michel PADONOU ;

### **Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :**

### **Absents excusés :**

Alain BENARD ; Emmanuel FRANCOIS ; Patrick LEFRANCOIS ;

### **Secrétaire de séance :**

Corinne CHAILLEUX

**C 20/09/08 – RESSOURCES HUMAINES – REMBOURSEMENT DE  
FRAIS DES DELEGUES DU SYNDICAT DES MOBILITES DE  
TOURAINE.**

Monsieur Wilfried SCHWARTZ, Président, présente le rapport suivant :

Le Code général des collectivités territoriales prévoit d'accorder aux élus locaux le remboursement de certaines dépenses particulières au titre des frais engagés à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Les frais de déplacement comprennent :

- les frais de transport dans les conditions prévues par le décret n°2019-139 du 26 février 2019 et l'arrêté du 26 février 2019 fixant les taux des indemnités kilométriques ;
- les frais de séjour (hébergement et restauration) dans les conditions prévues par l'article R2123-22-1 du CGCT, dans la limite des montants prévus par l'arrêté ministériel du 11 octobre 2019 – JO du 12 octobre 2019 et selon les modalités du décret 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

### **1. Frais de déplacement des membres du Comité**

Les délégués peuvent être remboursés des frais de déplacement occasionnés lors de réunions se déroulant dans une commune autre que la leur, dans les conditions fixées par les articles L. 5211-13 et D 5211-5 du CGCT.

Les membres des comités qu'ils bénéficient ou non d'indemnités au titre des fonctions qu'ils exercent au sein du Syndicat peuvent être remboursés des frais de déplacement engagés à l'occasion des réunions :

- du Comité,
- du Bureau,
- des commissions instituées par délibération dont ils sont membres,
- des comités consultatifs prévus par l'article L.5211-49-1 du CGCT,
- des organes délibérants ou des bureaux des organismes où ils représentent le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Lorsque les délégués sont en situation de handicap, ils peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés pour les situations dans des conditions fixées par décret n° 2005-235 du 14 mars 2005 relatif au remboursement des frais engagés par les élus.

Dans tous les cas, les remboursements de frais sont subordonnés à la production de justificatifs des dépenses réellement engagées.

## **2. Frais d'exécution d'un mandat spécial ou frais de mission**

Les frais engagés à l'occasion de l'exécution d'un mandat spécial peuvent être remboursés aux délégués qui engagent des frais à l'occasion de déplacements inhabituels et indispensables excluant toutes les activités courantes du délégué et correspondant à une opération déterminée, de façon précise, quant à son objet et limitées dans sa durée.

Le mandat spécial doit être attribué au délégué par une délibération du Comité antérieure à la réalisation de la mission sauf en cas d'urgence.

En conséquence, il est proposé au Comité Syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 5211-13, L 5211-49-1, R 2123-22-1, D 5211-5 ;

**Vu** le décret n°2019-139 du 26 février 2019 et l'arrêté du 26 février 2019

**Vu** le décret n° 2005-235 du 14 mars 2005,

- **DECIDE**, selon les conditions ainsi énoncées dans le présent rapport, du remboursement de frais de déplacement des membres du Comité syndical et de frais engagés à l'occasion d'un mandat spécial.

**Le comité adopte à l'unanimité.**

**Pour extrait conforme et certification  
du caractère exécutoire,**



**Le Président,**

**Wilfried SCHWARTZ**